

## Grands Lacs : L'avenir est sombre pour les réfugiés congolais et burundais

@rib News, 13/07/2013 - Source Xinhua Les perspectives de l'avenir de plus de 166.500 réfugiés congolais et burundais de la région des Grands Lacs, qui se trouvent actuellement dans sept sites géographiques au Burundi, en RDC et en Tanzanie, demeurent relativement limitées, apprend-on vendredi lors de la restitution des résultats d'une recherche régionale menée auprès des réfugiés congolais et burundais par quatre organisations de la société civile. Il s'agit du Conseil danois pour les réfugiés (CDR), de l'ONG burundaise "Rema Ministries" et de deux associations congolaises, "Action pour le Développement et la Paix Endogènes" (ADEPAE) et "Solidarité des Volontaires pour l'Humanité" (SVH). Selon M. Théodore Mbanzumutima, un des chercheurs et chargé de programmes au sein de Rema Ministries, ces réfugiés déplorent qu'ils ne soient pas associés dans les décisions des politiques qui les concernent. Les réfugiés poursuivi l'expert burundais, affichent une volonté pour se rapatrier, mais parallèlement relèvent des freins au retour. Ces réfugiés, a-t-il précisé, aimeraient bien s'installer dans un pays de leur choix comme l'option de réinstallation leur permet, mais ignorent les procédures appropriées pour le faire. Par ailleurs, a relevé le chercheur Mbanzumutima, ces réfugiés rencontrés notamment dans les camps tanzaniens de Mtabila et de Nyarugusu, dans le camp burundais de Bwagiriza ainsi que dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu congolais (est de la RDC), souhaitent profiter de l'option de la réinstallation locale dans les pays d'accueil, mais se heurtent à des résistances locales sur l'octroi de la nationalité après un exil très long. Selon l'expert, les résultats de l'étude montrent que pour ces réfugiés, l'épineuse question à laquelle font face est l'impossibilité d'opérer un choix pour un avenir meilleur, faute des canaux appropriés d'informations adéquates. L'étude montre aussi que ces réfugiés ignorent les mécanismes de rapatriement dans des pays où leur sécurité et où les moyens de survie ne sont pas garantis, a-t-il fait remarquer. Suite à ces nombreux défis, les chercheurs congolais Tharcisse Kayira et Evariste Mfaume, ont appelé les gouvernements congolais, burundais et tanzanien à aider ces réfugiés à trouver des solutions alternatives qui les traitent "comme des humains" en les consultant préalablement sur les décisions à prendre et à éviter ainsi qu'ils en subissent. Pour les experts Kayira et Mfaume, les trois solutions traditionnellement présentées aux réfugiés par les organismes d'aide et les gouvernements, à savoir le retour volontaire dans les pays d'origine, l'intégration locale dans le pays d'accueil ou la relocalisation dans un pays tiers, sont d'une portée limitée. En effet, ont-ils fait remarquer, les trois options ne tiennent pas compte des conditions préalablement posées par les réfugiés pour pouvoir envisager le retour dans le pays d'origine. Ces conditions, ont-ils indiqué, sont entre autres l'ouverture politique, la sécurité et les opportunités socio-économiques disponibles dans le pays d'origine.